

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Nîmes, le 11/12/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 13/11/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL**

Route de Vauvert  
30600 Vestric-et-Candiac

Références : 2024-12-  
Code AIOT : 0006605731

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac.

La visite est réalisée dans le cadre de la lettre préfectorale de suites du 12 juillet 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- Route de Vauvert 30600 Vestric-et-Candiac
- Code AIOT : 0006605731    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Communauté de Communes Rhony-Vistre-Vidourle (CCRVV) a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.154N du 24 octobre 2014, l'autorisant à exploiter une déchetterie et une plate-forme de stockage et de broyage de déchets verts sur la commune de Vestric et Candiac au titre des rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1 sous le régime de l'autorisation. Au vu de l'évolution croissante du volume d'activité de broyage, la CCRVV a souhaité agrandir la plate-forme de déchets verts. L'arrêté préfectoral n°15.114N autorisant l'extension de la plate-forme de déchets verts et réglementant la déchetterie a été délivré à la CCRVV le 28 juillet 2015, complété et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-184-DREAL du 25

**Contexte de l'inspection :** Contexte de l'inspection | Risques accidentels | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** Récolement | Risque incendie | Déchets, Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
13	Prévention du risque d'inondation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.8.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
15	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.9.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
16	Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.6.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
2	Classement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Déchets admissibles sur le site	Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	

5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Réorganisation de la plateforme de stockage et de broyage des déch...	Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.3.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
9	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.7.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Entretien des moyens de secours.	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
11	Protection individuelle.	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
12	Alerte des services de secours	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
14	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a conduit l'inspection à constater le respect des prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 12/07/2024, excepté en ce qui concerne les dispositifs d'arrimage des bennes de déchets non dangereux prescrits en bas de quai par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/07/2015 pour éviter leur dérive en cas d'inondation, qui n'ont pas été mis en place, et les résultats des analyses des rejets et des justificatifs de la vidange du dispositif de traitement de ces rejets, qui n'ont pas été transmis. Une mise en demeure de respecter ces prescriptions dans un délai contraint est donc proposée.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Conformité des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Un accès au site pour véhicules légers et camions,</li><li>- Une rampe de sortie dédiée à la déchetterie,</li><li>- un local d'accueil et de gardiennage de 20 m²,</li><li>- 6 bennes associées à des quais de déchargement,</li><li>- un local de 25 m² pour le stockage des batteries, néons/ampoules, piles/accumulateurs et huiles végétales,</li><li>- une armoire pour le stockage des déchets diffus spécifiques (DDS),</li><li>- des conteneurs étanches pour les huiles usagées et les DEEE,</li><li>- des conteneurs aériens pour la collecte du verre, des textiles et des journaux, revues et magazines,</li><li>- une aire de stockage de pneumatiques,</li><li>- une plate-forme de regroupement, stockage et broyage des déchets verts,</li><li>- deux bassins d'orage et de confinement des eaux d'extinction de 185 m3 et 330 m3,</li><li>- un bassin de compensation des surfaces imperméabilisées de 1 020 m3. »</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les 2 bennes de 30 m³ remplies de pneumatiques entreposées en-dehors de la zone de stockage autorisée et le dépôt au sol de pneumatiques jantés usagés ont été évacués vers des filières adaptées (facture de la société spécialisée "Plancher Environnement" datée du 30/06/2024 pour l'évacuation des pneus déjantés refusés par l'eco-organisme Aliapur transmise);</li><li>• il restait encore sur l'aire prévue pour le broyage des déchets verts : 2 bennes neuves prévues pour être déplacées en bas de quai (bennes en secours) et 1 HS.</li></ul> <p>Par mail du 29/11/2024, l'exploitant a transmis une photo de l'aire prévue pour le broyage des déchets verts montrant l'absence de benne entreposée.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 2 : Classement de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 4																				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Situation administrative																				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>																				
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'article 14 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes : "Article 1.4 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :</p>																				
<table border="1"><thead><tr><th>Rubrique</th><th>Installations et activités concernées</th><th>Surface / Quantité / Volume activité</th><th>Régime</th></tr></thead><tbody><tr><td>2710-1-a</td><td>Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente est supérieure à 7 tonnes</td><td>Déchets dangereux : déchets diffus spécifiques (DDS), huiles noires usagées et DEEE Quantité = 10,08 tonnes</td><td>A</td></tr><tr><td>2710-2-a</td><td>Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets Le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 600 m³</td><td>Déchetterie : 194 m³ Plate-forme de déchets verts : 880 m³ Volume = 1 074 m³</td><td>E</td></tr><tr><td>2794-1</td><td>Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j</td><td>Capacité de traitement = 200t/j</td><td>E</td></tr><tr><td>2716-2</td><td>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation est supérieur à 100 m³ et inférieur à 1000 m³</td><td>Déchets verts en provenance des autres déchetteries de la communauté de communes Volume = 990 m³</td><td>DC</td></tr></tbody></table>	Rubrique	Installations et activités concernées	Surface / Quantité / Volume activité	Régime	2710-1-a	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente est supérieure à 7 tonnes	Déchets dangereux : déchets diffus spécifiques (DDS), huiles noires usagées et DEEE Quantité = 10,08 tonnes	A	2710-2-a	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets Le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 600 m³	Déchetterie : 194 m³ Plate-forme de déchets verts : 880 m³ Volume = 1 074 m³	E	2794-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité de traitement = 200t/j	E	2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation est supérieur à 100 m³ et inférieur à 1000 m³	Déchets verts en provenance des autres déchetteries de la communauté de communes Volume = 990 m³	DC
Rubrique	Installations et activités concernées	Surface / Quantité / Volume activité	Régime																	
2710-1-a	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets susceptible d'être présente est supérieure à 7 tonnes	Déchets dangereux : déchets diffus spécifiques (DDS), huiles noires usagées et DEEE Quantité = 10,08 tonnes	A																	
2710-2-a	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets Le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 600 m³	Déchetterie : 194 m³ Plate-forme de déchets verts : 880 m³ Volume = 1 074 m³	E																	
2794-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités est supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité de traitement = 200t/j	E																	
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présent dans l'installation est supérieur à 100 m³ et inférieur à 1000 m³	Déchets verts en provenance des autres déchetteries de la communauté de communes Volume = 990 m³	DC																	
<b>Régime :</b> A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration soumise à contrôle périodique »																				
<b>Constats :</b> <p>Il a été fait les constats suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• sur le plan des installations affiché à l'entrée du site, les aires de collecte sur place des déchets verts (rubrique 2710-2) apportés par les professionnels et par les particuliers (localisées respectivement au nord-ouest et au sud du mur central de la plateforme) sont séparées de l'aire de regroupement de déchets verts provenant des autres déchetteries (rubrique 2716) localisée au nord-est du mur, et de la zone de broyage (à l'est); toutefois sur la plateforme, la séparation entre les dépôts des professionnels et l'aire de transit n'était pas claire, ce qui rendait difficile leur distinction;</li><li>• le volume présent de déchets verts était inférieur à la capacité autorisée au titre de ces 2 rubriques (moins de 300 m3 sur chacune).</li></ul> <p>Après la visite, l'exploitant a mis en place un panneau signalant clairement l'aire de transit au nord du mur (photo), dorénavant séparée de l'aire de collecte (particuliers et professionnels) implantée au Sud, ce qui facilitera les estimations</p>																				


ultérieures de volume pour chaque rubrique.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite


**Proposition de suites :**

### N° 3 : Déchets admissibles sur le site


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Article 1.5 - Liste des déchets admis sur la déchetterie</p> <p>Seuls sont admis sur la déchetterie les déchets provenant exclusivement des particuliers et des artisans qui interviennent chez les particuliers et appartenant à la catégorie des déchets ménagers et assimilés et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- gravats, produits de démolition,</li><li>- déchets verts, végétaux,</li><li>- encombrants incinérables,</li><li>- encombrants non incinérables,</li><li>- cartons,</li><li>- métaux ferreux et non ferreux,</li><li>- bois,</li><li>- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),</li><li>- verres,</li><li>- huiles de vidange et filtres à huiles,</li><li>- huiles végétales,</li><li>- déchets diffus spécifiques (DDS),</li><li>- ampoules, néons, piles, accumulateurs et batteries,</li><li>- pneumatiques usagés,</li><li>- textiles,</li><li>- mobilier. "</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel daté du 12/07/2024, l'exploitant a transmis une facture de la société spécialisée Plancher Environnement datée du 30/06/2024 pour l'évacuation de 13 tonnes de pneus déjantés refusés par l'éco-organisme Aliapur.</p> <p>Il a été constaté la présence de 4 pneus non déjantés stockés à l'écart des pneus déjantés lors de la visite mais l'exploitant a indiqué qu'ils avaient été déposés sur le site de la déchetterie à l'écart des bennes de collecte et à l'insu des gardiens par des usagers malgré l'interdiction et qu'ils seraient évacués rapidement.</p> <p>Il a été constaté l'absence de bouteilles de gaz et d'extincteurs sur le site de la déchetterie.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra être vigilant pour éviter ces dépôts sauvages de déchets non admissibles.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Formation et information du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation.[...] L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;</li><li>- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;</li><li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;[...]</li></ul> <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 12/07/2024 une attestation que M. François NICOLAS a suivi une formation à la manipulation d'extincteurs qui a eu lieu le 09/07/2024.</p> <p>Il a déclaré que Mme INVERNIZZI n'avait pas pu assister à cette formation mais qu'elle était inscrite pour la prochaine session prévue au 1er semestre 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'attestation de formation de Mme INVERNIZZI sera transmise à l'Inspection dès sa réception.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;</li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.</li></ul>
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• La procédure d'alerte en cas d'incendie est affichée au niveau du plan d'identification des zones à risque à l'entrée du site, avec le numéro de téléphone des services d'incendie et de secours,</li><li>• Des consignes indiquant la procédure à suivre en cas d'incendie (extinction par le personnel formé et évacuation des usagers) ont été mises en place dans le registre de sécurité et affichées à l'extérieur du local d'accueil de la déchetterie, et des exercices d'évacuation sont programmés tous les 6 mois, le dernier ayant eu lieu le 28/08/2024, avec réalisation d'un compte-rendu réalisé et des propositions d'amélioration;</li><li>• des pictogrammes rappelant l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sont affichés sur le local des DDS et au niveau des banquettes de déchargement des bennes de déchets combustibles.</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Réorganisation de la plate-forme de stockage et de broyage des déchets...

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques - Prévention du risque de pollution

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024

**Prescription contrôlée :**

L'article 3.7 de l'arrêté préfectoral n°15114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.7 - Conditions d'aménagement de la plate-forme de stockage et de broyage des déchets verts.

Les déchets verts sont entreposés et broyés sur une dalle étanche dont les eaux pluviales sont drainées et dirigées vers le réseau de collecte des eaux de pluie qui rejoint un déboureur-séparateur d'hydrocarbures, puis deux bassins d'orage et de confinement en communication. Les surfaces et les volumes dédiés au stockage des déchets verts en attente de broyage sont précisés dans le tableau ci-après :

	Surface	Volume
Stockage de déchets verts « particuliers »	720 m <sup>2</sup>	720 m <sup>3</sup>
Stockage de déchets verts « professionnels et collectivités »	1 040 m <sup>2</sup>	2 080 m <sup>3</sup>

Les deux zones de stockage « particuliers » et « professionnels » sont séparées par un mur d'une hauteur de 2 mètres.

Les deux zones de stockage des déchets verts sont délimitées de l'aire de broyage des déchets verts d'une superficie de 540 m<sup>2</sup> par une chaîne et une bande colorée. Des panneaux de signalisation identifiant chaque zone sont mis en place.

La durée moyenne de stockage des déchets verts avant broyage ne dépasse pas un mois.

Les stocks de déchets verts possèdent une hauteur maximale de 3 m. Ils sont évacués dans les 48 heures qui suivent les opérations de broyage. »

**Constats :**

Il a été fait les constats suivants:

- les deux zones de stockage « particuliers » et « professionnels » sont séparées par un mur d'une hauteur de 2 mètres;
- il existe bien un mur de 2 mètres de hauteur entre les aires sud et nord mais des déchets stockés débordent au-dessus, induisant une continuité entre les aires de stockage sud et nord et un risque de propagation d'incendie de part et d'autre;
- la plupart des bennes entreposées sur la zone de broyage ont été évacuées mais il restait encore 2 bennes vides prévues pour la rotation en bas de quai et 1 HS;
- un panneau de signalisation identifiant la zone de broyage de déchets verts a été mis en place mais pas pour l'aire de transit des déchets verts des autres déchetteries;
- le stock de broyat végétal qui était entreposé sur le sol hors de la plateforme dédiée, sur une zone non étanche située à l'arrière de la déchetterie, a été évacué et le broyat destiné au site de distribution public est à présent stocké dans une benne.

Suite à la visite, un panneau de signalisation identifiant la zone de transit de déchets verts a été mis en place (photo transmise).




**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'article 8.10 de l'arrêté préfectoral n°15.114N du 28 juillet 2015 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« Article 8.10 – Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan des différentes zones de stockage est affiché sur un support inaltérable à l'entrée du site,</li><li>- quatre robinets d'incendie armés (RIA) répartis sur la périphérie du site,</li><li>- des extincteurs répartis sur les installations du site. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,</li><li>- des extincteurs à CO2 pour la protection des installations électriques,</li><li>- un poteau d'incendie, normalisé NFS 61-213, d'un type incongelable et d'un débit minimum de <b>150 m³/h</b> situé sur la voirie d'accès à la déchetterie,</li><li>- une réserve d'eau d'une capacité de <b>60 m³</b>. Les accessoires du réseau d'incendie sont peints d'une couleur rouge de façon à les repérer facilement."</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté la présence d'un plan des différentes zones de stockage de la déchetterie et de la plateforme des déchets verts affiché à l'entrée du site, avec la localisation des zones à risque et des équipements de lutte contre l'incendie (poteau d'incendie, extincteurs, RIA, citerne).</p> <p>Le poteau d'incendie et la prise de raccordement de la citerne sont dégagés des herbes qui les dissimulaient.</p> <p>Par courriel du 02/12/2024, l'exploitant a transmis les résultats des mesures du débit délivré par le poteau d'incendie implanté à l'intérieur du site, effectuées le jour même par le prestataire SUEZ: le débit relevé à 1 bar était de 250 m³/h, ce qui permet de couvrir les besoins en eau d'extinction d'incendie du site.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 8 : Interdiction des feux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis d'intervention". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque est affichée dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion sur le site : le local des DDS et les banquettes des bennes de déchets incinérables, de bois, de cartons.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 9 : Débroussaillage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'assurer en permanence un débroussaillage à nu, autour de l'établissement sur une largeur de 50 m.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que le site et ses abords ont été débroussaillés.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


**N° 10 : Entretien des moyens de secours.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Le personnel d'exploitation doit être initié et entraîné à l'utilisation des matériels d'intervention.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un justificatif du contrôle du débit disponible du poteau incendie présent sur le site réalisé le 02/12/2024 a été transmis par courriel le même jour.</p> <p>L'un des deux gardiens présents sur le site a été formé à l'utilisation des extincteurs, le second sera formée au 1er semestre 2025.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


**N° 11 : Protection individuelle.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté la présence dans le local d'accueil de la déchetterie de gants ignifugés permettant l'intervention en cas d'incendie.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 12 : Alerte des services de secours


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 8.9.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un téléphone filaire permettant l'alerte des secours publics est installé dans les bureaux du site. Une consigne précisera les modalités d'appel des secours et le contenu du message d'alerte.</p>
<b>Constats :</b> <p>Il est constaté la présence d'un téléphone filaire opérationnel dans le bureau de la déchetterie permettant l'alerte des secours publics.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 13 : Prévention du risque d'inondation


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Prévention du risque d'inondation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les bennes de transit de déchets non dangereux, ainsi que la cuve de stockage des huiles usagées sont arrimées aux structures fixes de la déchetterie afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation. De même les stockages de déchets dangereux autres que les huiles usagées, sont entreposés dans des locaux fermés, en dehors des heures d'ouverture au public, à une cote calée 30 cm au-dessus de celle correspondant aux plus hautes eaux (PHE +30), soit au-dessus de la cote 15,95 m NGF.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que la cuve de stockage des huiles usagées et le local de stockage des déchets dangereux sont entreposés en haut des quais, ce qui les place à une cote calée 30cm au-dessus de celle correspondant aux plus hautes eaux (PHE +30), soit au-dessus de la cote 15,95 m NGF.</p> <p>Toutefois, les bennes de transit des déchets non dangereux ne sont pas arrimées à des structures fixes de la déchetterie afin d'éviter leur dérive en cas d'inondation.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.8. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois



## N° 14 : Mesures périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Emissions dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Il a été constaté que l'analyse des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2794-1) susvisé n'avait toujours pas été effectuées sur les rejets aqueux du site.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 05/12/2024 un devis du laboratoire Eurofins daté du 27/11/2024 signé pour la réalisation de ces analyses, qui seront réalisées sous 1 mois, dès que les conditions météorologiques le permettront.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Les résultats des analyses sur les rejets seront transmises à l'inspection dès réception.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


**N° 15 : Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.9.1.																																																		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejets aqueux																																																		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>																																																		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites du tableau ci-après :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Méthode de mesure</th><th>Seuils limites</th></tr></thead><tbody><tr><td>pH</td><td>NFT 90 008</td><td>5,5 à 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td></td><td>30°C</td></tr><tr><td>Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés</td><td>ISO - 9562</td><td>Interdits</td></tr><tr><td>MEST</td><td>NFT 90105-2</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DBO5 (nd)</td><td>NFT 90103</td><td>30 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (nd)</td><td>NFT 90101</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Azote total</td><td>NFT 90110</td><td>15 mg/l</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>NFT90023</td><td>2 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>NF EN ISO 9377-2</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>indice phénols</td><td>XPT 90109</td><td>0,3 mg/l</td></tr><tr><td>chrome hexavalent</td><td>NF EN 1233</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>cyanures totaux</td><td>NFT 90107</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>AOX</td><td>NF EN ISO 9562</td><td>5 mg/l</td></tr><tr><td>métaux totaux</td><td></td><td>15 mg/l</td></tr><tr><td>arsenic</td><td></td><td>0,1 mg/l</td></tr></tbody></table>			Paramètres	Méthode de mesure	Seuils limites	pH	NFT 90 008	5,5 à 8,5	Température		30°C	Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés	ISO - 9562	Interdits	MEST	NFT 90105-2	35 mg/l	DBO5 (nd)	NFT 90103	30 mg/l	DCO (nd)	NFT 90101	125 mg/l	Azote total	NFT 90110	15 mg/l	Phosphore total	NFT90023	2 mg/l	Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	10 mg/l	indice phénols	XPT 90109	0,3 mg/l	chrome hexavalent	NF EN 1233	0,1 mg/l	cyanures totaux	NFT 90107	0,1 mg/l	AOX	NF EN ISO 9562	5 mg/l	métaux totaux		15 mg/l	arsenic		0,1 mg/l
Paramètres	Méthode de mesure	Seuils limites																																																
pH	NFT 90 008	5,5 à 8,5																																																
Température		30°C																																																
Composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés	ISO - 9562	Interdits																																																
MEST	NFT 90105-2	35 mg/l																																																
DBO5 (nd)	NFT 90103	30 mg/l																																																
DCO (nd)	NFT 90101	125 mg/l																																																
Azote total	NFT 90110	15 mg/l																																																
Phosphore total	NFT90023	2 mg/l																																																
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2	10 mg/l																																																
indice phénols	XPT 90109	0,3 mg/l																																																
chrome hexavalent	NF EN 1233	0,1 mg/l																																																
cyanures totaux	NFT 90107	0,1 mg/l																																																
AOX	NF EN ISO 9562	5 mg/l																																																
métaux totaux		15 mg/l																																																
arsenic		0,1 mg/l																																																
<b>Constats :</b> <p>En l'absence d'analyse des concentrations des différents paramètres listés à l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé dans les rejets aqueux des installations, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ces concentrations ne dépassaient pas les valeurs limites définies à ce même article.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.9.1. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>																																																		
<b>Respect de la prescription :</b> 																																																		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																																		

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 16 : Maintenance des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Protection des ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 12/06/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an.</p> <p>Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Aucun justificatif de réalisation de la vidange des hydrocarbures et des boues des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures de la déchetterie datant de moins d'1 an n'a été présenté.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 4.6. de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

# IDENTIFICATION DES ZONES A RISQUES ● DÉCHETTERIE DE VESTRIC-ET-CANDIAC ●

**INCENDIE**  
En cas d'incendie, contactez le 18  
et suivez les consignes des agents de la sécurité incendie

**RIA** EXTINCTEUR CANAL  
  
Atteints le flux avec les  
moyens présents sur le site

**ACCIDENT**  
En cas d'accident, contactez le  
15 ou 112



**vous êtes ici**  
POINT DE RASSEMBLEMENT

**ÉVACUATION**  
  
Dès l'audition du signal sonore,  
gardez votre sang froid.

  
Dirigez vous calmement et sans  
précipitation vers le point de  
rassemblement.

## VESTRIC ET CANDIAC Dechetterie - Plan Zones à Risques

